

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/003242]

21 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van de oprichting van een vestigingsplaats voor gespecialiseerd basisonderwijs van type 5 op de site van de gewone school "Institut Saint Vincent de Paul" die afhangt van de 'Ecole ESCALE voor gespecialiseerd basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, artikel 185;

Gelet op het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 1.7.3-1; § 2, 6°;

Overwegende de aanvraag van de inrichtende macht van de "Ecole ESCALE" om een vestigingsplaats voor gespecialiseerd basisonderwijs van type 5 te organiseren op de site van de gewone school "Institut Saint Vincent de Paul" gelegen Beeckmanstraat, 99 te 1180 Ukkel ;

Overwegende dat de vestigingsplaats niet in dezelfde gemeente gevestigd is als de "Ecole ESCALE Fondamental" te Ottignies ;

Overwegende de moeilijkheid voor de "Ecole ESCALE" ten opzichte van de oriëntatie in het gespecialiseerd onderwijs met een keuze tussen het type 2 en het type 3;

Overwegende de relevantie om een klasse type 5 op te richten binnen een gewone school;

Overwegende dat de keuze van een school met actieve pedagogie essentieel is voor de ontwikkeling van leerlingen;

Overwegende dat het "Institut Saint Vincent" een gunstig antwoord heeft gegeven op de aanvraag van de "Ecole ESCALE" ;

Overwegende dat indien deze vestigingsplaatsen niet in dezelfde gemeente zijn gelegen als deze van het hoofdgebouw, ze het voorwerp moeten uitmaken van een aanvraag om afwijking aan de Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 december 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 maart 2024;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering kent, in afwijking van artikel 185 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs en van artikel 1.7.3-1, § 2, 6°, van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, een vergunning toe om een vestigingsplaats voor gespecialiseerd lager onderwijs van type 5 te organiseren op de site van de gewone school "Institut Saint Vincent de Paul" gelegen Beeckmanstraat, 99 te 1180 Ukkel ;

Het hoofdgebouw waaraan deze vestigingsplaats verbonden is, is de "Ecole Escale" basisniveau, gelegen Allée de Clerlande, 6 te 1340 Ottignies.

De vergunning wordt verleend onder voorbehoud dat de normen bedoeld in voornoemd decreet van 3 maart 2004 bereikt worden.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Art. 3. De Minister van Gespecialiseerd onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/003240]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.847/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 8 mars 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services résidentiels d'observation et d'orientation du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Considérant l'erreur matérielle contenue dans l'arrêté du 25 janvier 2024 précité ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1^o service agréé pour 10 mandats :

- a) 10 personnel éducatif, dont 1 coordinateur barème A ;
- b) 2 personnel psycho-social ;
- c) 1 personnel administratif ;
- d) 2,5 personnel technique ;
- e) 1 directeur barème B ;

2^o service agréé pour un nombre de mandats supérieur à 10, en plus des normes fixées au 1^o, par mandat supplémentaire :

- a) 0,8 personnel éducatif au barème éducateur classe 1 ou classe 2A ;
- b) 0,2 personnel psycho-social ;
- c) 0,25 personnel technique.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Pour les services agréés pour 10 mandats, 2 personnel éducatif parmi les emplois visés au, 1^o, a), peuvent faire l'objet d'une application du point A, 4^o, de l'annexe 2 de l'arrêté cadre.

Pour les services agréés pour 15 mandats, 3 personnel éducatif parmi les emplois visés au, 1^o, a), peuvent faire l'objet d'une application du point A, 4^o, de l'annexe 2 de l'arrêté cadre.

Pour les services qui au 1^{er} janvier 2024 étaient agréés pour moins de 10 mandats, 1 personnel éducatif parmi les emplois visés au, 1^o, a), peut faire l'objet d'une application du point A, 4^o, de l'annexe 2 de l'arrêté cadre.

Pour les services qui au 1^{er} janvier 2024 étaient agréés pour 20 mandats, 4 personnel éducatif parmi les emplois visés au, 1^o, a), peuvent faire l'objet d'une application du point A, 4^o, de l'annexe 2 de l'arrêté cadre. ».

Art. 2. L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

- a) 8,5 personnel éducatif au barème éducateur classe 1 ou classe 2A ;
- b) 2 personnel psycho-social, dont au moins 0,5 personnel psycho-social au barème bachelier ;
- c) 0,5 personnel administratif ;
- d) 1,5 personnel technique ;
- e) 1 directeur barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

Parmi les emplois visés au, a), 1,5 personnel éducatif peut faire l'objet d'une application du point A, 4^o, de l'annexe 2 de l'arrêté cadre. ».

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 janvier 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services résidentiels d'observation et d'orientation est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 5. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET
La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003240]

21 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2024 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 41 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 19 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 maart 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 8 maart 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.847/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 8 maart 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 2021, 12 november 2021 en 15 december 2022;

Overwegende dat het besluit dat specifiek is voor de residentiële diensten voor observatie en oriëntatie aangepast moet worden wegens de wijzigingen ingediend in het bovenvermelde besluit van 5 december 2018;

Overwegende de materiële fout in het bovenvermelde besluit van 25 januari 2024;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 5 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

1° erkende dienst voor 10 mandaten :

a) 10 educatief personeel, waarvan 1 coördinator barema A ;

b) 2 psychosociaal personeel;

c) 1 administratief personeel ;

d) 2,5 technisch personeel;

e) 1 directeur barema B ;

2° erkende dienst voor meer dan 10 mandaten, naast de normen die in 1° vastgelegd zijn, per bijkomend mandaat :

a) 0,8 educatief personeel met een barema van opvoeder klasse 1 of klasse 2A ;

b) 0,2 psychosociaal personeel;

c) 0,25 technisch personeel.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Voor de erkende diensten voor 10 mandaten kunnen 2 educatieve personeelsleden onder de betrekkingen bedoeld in 1°, a) het voorwerp uitmaken van een toepassing van punt A, 4°, van de bijlage 2 van het kaderbesluit.

Voor de erkende diensten voor 15 mandaten kunnen 3 educatieve personeelsleden onder de betrekkingen bedoeld in 1°, a) het voorwerp uitmaken van een toepassing van punt A, 4°, van de bijlage 2 van het kaderbesluit.

Voor de erkende diensten die op 1 januari 2024 erkend waren voor ten minste 10 mandaten kan 1 educatief personeel onder de betrekkingen bedoeld in 1°, a) het voorwerp uitmaken van een toepassing van punt A, 4°, van de bijlage 2 van het kaderbesluit.

Voor de erkende diensten die op 1 januari 2024 erkend waren voor 20 mandaten kunnen 4 educatieve personeelsleden onder de betrekkingen bedoeld in 1°, a) het voorwerp uitmaken van een toepassing van punt A, 4°, van de bijlage 2 van het kaderbesluit. ».

Art. 2. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten :

8,5 educatief personeel met een barema van opvoeder klasse 1 of klasse 2A ;

b) 2 psychosociaal personeel, waaronder ten minste 0,5 psychosociaal personeel met een barema van bachelor ;

c) 0,5 administratief personeel;

d) 1,5 technisch personeel;

e) 1 directeur barema B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018 kan de directeur, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A.”.

Onder de betrekkingen bedoeld in 1°, kan 1,5 educatief personeel het voorwerp uitmaken van een toepassing van punt A, 4°, van bijlage 2 van het kaderbesluit. ».

Art. 3. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 januari 2024 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van residentiële diensten voor observatie en oriëntatie, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 5. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/201875]

25. MARZ 2024 — Dekret zur Zustimmung zum Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Zwischenstaatlichen Behörde für Entwicklung, geschehen zu Brüssel am 16. Februar 2022 (1)

Das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Einziger Artikel - Das Sitzabkommen zwischen dem Königreich Belgien und der Zwischenstaatlichen Behörde für Entwicklung, geschehen zu Brüssel am 16. Februar 2022, ist uneingeschränkt wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Eupen, den 25. März 2024

O. PAASCH

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen

A. ANTONIADIS

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

I. WEYKMANS

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien